

Consommation, endettement et autonomie de demain



Dans notre environnement consumériste, dès leur plus jeune âge, les enfants et les adolescents sont des cibles de choix d'un marketing fort astucieux et séducteur. Comment les sensibiliser aux questions d'argent ?

© Katyspichal / Dreamstime

Par **René Longet**, responsable du Bureau romand de Pro Juventute

Nous vivons dans un environnement consumériste où tout est conçu pour faire vendre. C'est un problème pour la société, car pour une bonne partie, l'économie est programmée non pas pour l'utilité intrinsèque des biens et services mais pour les gadgets et l'obsolescence. Mais c'est aussi un problème pour l'individu, qui s'engage souvent dans une fuite en avant sans véritable profit pour lui, voire se prépare de graves soucis d'endettement. Dès leur plus jeune âge, les enfants et les adolescents, et les familles, sont des cibles de choix d'un marketing fort astucieux et séducteur.

Les derniers chiffres officiels datent de 2008. Ainsi, d'après l'Office fédéral de la statistique, « 7.7% de la population vit en 2008 avec un volume de découverts bancaires ou d'arriérés de paiement critiques, soit près de 570'000 personnes. La présence cumulée de crédits et de découverts bancaires ou d'arriérés de paiement critiques permet d'identifier les personnes particulièrement vulnérables financièrement en raison des dettes, découverts ou arriérés de paiement. Cette situation que l'on peut qualifier à risque d'endettement sévère (...) touche environ 240'000 personnes en Suisse soit 3.3% de la population. » [1]

L'OFS écrit aussi : « En 2008, 18.2% de la population résidant en Suisse, soit 1'340'000 personnes, vit dans un ménage ayant au moins un crédit ou un emprunt de consommation, lié à une hypothèque sur une résidence secondaire ou pour devenir indépendant (les hypothèques sur le logement principal ne sont pas prises en compte). 14.1% de la population vit dans un ménage avec au moins un crédit de consommation. Parmi ces 14%, la moitié vit dans un ménage avec des crédits de consommation pour un montant total supérieur à 10'000 francs. Les crédits les plus fréquents sont les leasings pour véhicules, avec plus de 10% de la population qui vit dans un ménage ayant au moins

un tel leasing en cours. Viennent ensuite les crédits pour l'équipement lié au logement (meublement ou appareils tels que congélateur, téléviseur, ordinateur) qui concernent 2.5% de la population). » [2]

Le surendettement, enjeu socio-économique

Le rapport du Conseil d'Etat fribourgeois du 3 septembre 2013 « Prévention du surendettement des jeunes » précise que « le surendettement des ménages privés est une réalité pour près d'une personne sur dix. Selon les chiffres de l'Office des poursuites, la situation aurait même tendance à nettement s'aggraver » [3]. Le même rapport souligne que les achats compulsifs ont presque doublé en dix ans. Toutefois, tant que le revenu ou la fortune de la personne concernée permet le remboursement dans les délais convenus, la situation reste maîtrisée. « L'endettement est un état fréquent et n'est pas une situation préoccupante. Le surendettement, par contre, est défini comme un grave processus d'endettement en chaîne, qui dépasse les capacités financières des personnes concernées. » C'est donc bien avec le surendettement, soit l'incapacité de rembourser, que les difficultés commencent.

Diverses publications essaient de cerner le comportement des jeunes consommateurs. Toutes soulignent que les habitudes prises jeune vont largement déterminer les comportements pour le restant de la vie. Etre capable de définir ses besoins indépendamment des influences extérieures (publicité, shopping, amis, famille...) et de rester dans le cadre des moyens financiers à sa disposition est une compétence sociale essentielle. Dès lors, ces enjeux s'imposent dans les processus éducatifs et d'apprentissage en famille et à l'école.

Si les parcours de formation du Cycle 3 accordent une place croissante à la prévention du surendettement du jeune et du futur adulte, au niveau de l'enseignement obligatoire, l'apprentissage d'une compétence de gestion de ses finances, de la compréhension des flux financiers et du rôle de l'argent est nettement moins systématique. Certains ont été jusqu'à parler d'analphabétisme financier.

Argent de poche, histoire de la monnaie, rôle de l'Etat dans la politique monétaire, moyens de paiement, définition d'une hiérarchie des besoins, capacité de bien gérer son argent... sont autant de contenus prévus ou induits dans le Plan d'études romand validé en mai 2010 par les cantons romands. Citons par exemple : « Le domaine sciences humaines et sociales organise l'acquisition de connaissances, de concepts, d'outils et des compétences nécessaires à la compréhension du monde dans lequel on vit, pour s'y insérer et contribuer à son évolution dans une perspective de développement durable. » [4]

Les sets de matériel didactique

Dans ce contexte et conformément à sa mission, la Fondation Pro Juventute propose depuis la rentrée scolaire 2010 deux sets de matériel didactique, Sapristi pour le Cycle 1 et Kinder Cash pour le Cycle 2. Sapristi comprend un livre de 18 planches colorées représentant un moment de la vie quotidienne : une petite fille fait ses courses avec ses parents et s'en éloigne suite à un moment d'inattention. Elle s'arrête devant un étalage où surgit un petit bonhomme, Sapristi. Ce magicien, qui devient de plus en plus grand, réussit à lui faire remplir son caddie. La fillette retrouve ensuite ses parents, fort heureux de la revoir mais moins heureux de ce qu'il y a dans le panier ! Ce récit se prête très bien à un kamishibai (explication des planches par un conteur ou une conteuse). Un commentaire pour enseignants développe les nombreux usages qu'on peut faire de cette petite histoire à ce jeune âge : Comment apprendre à hiérarchiser ses souhaits ? Comment apprendre à définir ses besoins par soi-même et pas par rapport à autrui, la publicité, la séduction ? Tout et tout de suite, cela n'existe pas...

Quant à Kinder Cash, outre une tirelire à quatre compartiments (dépenser, économiser, investir, bonnes actions), il comporte du matériel pour l'élève, l'enseignant et la famille ainsi que 45 fiches didactiques [5]. A ce stade aussi, de nombreux liens avec les contenus du programme scolaire peuvent être faits : d'où vient l'argent ? Quelle est son

histoire, comment est-il régi, qui a le droit d'en émettre ? Comment circule-t-il, comment les gens gagnent-ils leur vie ? La banque, l'économie : autant de fenêtres sur le réel et le quotidien.

Dès leur lancement, ces deux outils ont été présentés à la fois aux Départements de l'instruction publique et aux écoles. Des sondages de satisfaction sont annuellement effectués auprès des enseignant-e-s et les retours sont très positifs. En trois années scolaires depuis 2010, 57'000 élèves ont travaillé en Suisse avec l'un ou l'autre de ces outils. A ce jour, le succès de ces outils établit qu'il est tout à fait réaliste et possible de développer une telle sensibilisation dès les plus petits degrés.

Ce matériel est aussi disponible pour les familles. De plus, des fiches ont été développées pour elles et concernent par exemple l'argent de poche [6]. En Suisse romande, de concert avec la faïtière Formation des Parents [7] et la Fédération des associations de parents d'élèves de la Suisse romande et du Tessin (FAPERT) [8], une douzaine de soirées d'information-débat pour parents ont été organisées depuis la rentrée scolaire 2012. Plusieurs centaines de parents ont déjà bénéficié de ces échanges et le programme de Pro Juventute « Mon enfant, l'argent et la consommation » va se poursuivre durant toute l'année 2014.

La responsabilité sociale d'entreprise

Sur la sellette face aux achats inconsidérés : le petit crédit. En 2009, le groupe Aduno (regroupant les banques cantonales, Migros, Coop et Raiffeisen) [9], acteur important sur le marché du crédit de consommation (cartes de crédit en particulier), décide de s'engager au nom de la responsabilité sociale d'entreprise (RSE). A cette fin, il a contacté Caritas et Pro Juventute pour agir concrètement sur le terrain, en vue du désendettement de la première et de la diffusion d'outils de prévention pour la seconde. Rappelons que « la RSE ne vise pas à faire respecter les lois, du moins dans les pays industrialisés, mais à inciter les entreprises à prendre volontairement des engagements allant au-delà du minimum légal » [10]. Le risque existe toujours d'avoir des exercices alibis. En l'occurrence, le groupe Aduno s'en tient strictement au rôle de financeur des programmes, laissant à ses partenaires le soin d'en définir les contenus.

De ce partenariat est né le projet Plan B, devenu en 2010 Association Plan B, qui « a pour tâche la promotion d'un rapport responsable à l'argent et à la consommation dans la société et l'apport d'une aide aux personnes tombées dans le cercle vicieux de l'endettement » [11]. Le projet Plan B a obtenu en 2009 le prix Intelligent Finance Foresight [12]. Reste à obtenir une double généralisation de la démarche : au niveau des pratiques bancaires ; au niveau du cursus de formation obligatoire.

[1] « Endettement des jeunes adultes, Analyses complémentaires de l'endettement des jeunes adultes », Neuchâtel, OFS, août 2012. N° de commande be-f-20.02.03

[2] [En ligne](#) sur le site de l'OFS.

[3] Rapport du Conseil d'Etat fribourgeois Prévention de l'endettement des jeunes, 3 septembre 2013.

[4] Plan d'études romand, Cycle 1, commentaire général, introduction, p. 45.

[5] [En ligne](#) sur le site de Pro Juventute

[6] Brefs conseils sur l'argent de poche [en ligne](#) sur le site de Pro Juventute.

[7] Site internet de [Formation des parents](#).

[8] Site internet de [FAPERT](#).

[9] Site internet de [Aduno](#).

[10] [En ligne](#) sur le site du SECO.

[11] Association Plan B.

[12] Intelligent Finance Foresight.